

[print](#)

Le conseil de sécurité de l'ONU donne son accord pour une intervention militaire au Mali

De [Ernst Wolff](#) et [Alex Lantier](#)

Global Research, janvier 07, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-conseil-de-securite-de-lonu-donne-son-accord-pour-une-intervention-militaire-au-mali/5318051>

Le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité des Nations unies a autorisé une intervention au Mali, en Afrique sub-saharienne, au prétexte de libérer le Nord du Mali de l'occupation par des islamistes liés à Al Quaïda. La résolution a été adoptée à l'unanimité.

Ce vote intervient seulement dix jours après la démission forcée du Premier ministre malien Cheick Modibo Diarra et son remplacement par Django Cissoko. Diarra était un partisan affirmé d'une intervention militaire étrangère, alors que Cissoko, qui a été installé par la junte militaire dirigée par le Capitaine Amadou Sanogo, s'est jusqu'ici abstenu de tout commentaire sur une intervention étrangère.

La décision des Nations unies, qui ne comprend pas de calendrier précis pour une action militaire, constitue un avertissement clair – en premier lieu à l'adresse de la junte militaire, mais surtout à l'attention des travailleurs et des masses opprimées du Mali – sur le fait que les puissances impérialistes entendent contrôler le sort du Mali.

Le ministre des Affaires étrangères du Mali Tieman Hubert Coulibaly a qualifié cette résolution de « pas historique », ajoutant que son gouvernement « s'engage entièrement » à remplir ses obligations dans le cadre de cette résolution.

Pour se donner un semblant de démocratie, la résolution demande une « réconciliation politique », des élections « aussitôt que ce sera techniquement possible, » et la restauration de l'ordre constitutionnel. Elle demande également au secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon de « confirmer par avance la satisfaction de l'opération militaire prévue. » En réalité, elle ouvre la voie à une nouvelle guerre sur le sol africain, risquant de mettre le feu aux poudres dans toute la région du Sahel.

Le Mali, l'un des pays les plus pauvres du monde, a été secoué par un coup d'Etat militaire en mars. Celui-ci avait été provoqué en grande partie par l'occupation du Nord-Mali par des forces Touarègues lourdement armées revenant de la guerre entre l'OTAN et la Libye, où elles avaient lutté aux côtés de Kadhafi contre l'OTAN. Tout juste quelques mois plus tard, les milices touarègues ont été refoulées par des combattants islamistes liés à Al Quaïda qui ont imposé la loi islamique. Elles ont été rejointes par plusieurs milliers d'islamistes venant d'Afrique du Nord et d'Asie, apparemment financées par l'Arabie saoudite et le Qatar.

La résolution des Nations unies soutient une décision de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de déployer 3 300 soldats au Mali pour lutter contre les islamistes. La mission devrait être dirigée par le Nigeria et a attiré les critiques de la part de l'Algérie, qui est historiquement opposée aux déploiements militaires étrangers dans le Sahel.

Les puissances impérialistes essayent de cacher leurs objectifs derrière leurs

intermédiaires régionaux. La résolution autorise officiellement une mission de soutien internationale sous direction africaine, l'AFISMA, pour une période initiale d'un an sans faire mention de sa taille. Elle « accueille favorablement » la contribution des troupes de la CEDEAO et demande aux états-membres, y compris ceux du Sahel, de fournir des troupes à cette mission.

Elle mentionne également la fourniture d'« une aide logistique volontaire et financée par les Nations unies à l'AFISMA, qui comprend des équipements et des services pour une période initiale d'un an. »

La résolution demande au secrétaire général d'apporter un soutien dans des domaines essentiels pour aider le gouvernement malien à « étendre son autorité durant ou après une opération militaire, y compris dans le respect de l'état de droit, le déminage, et la promotion du dialogue national et de la coopération régionale. »

Bien que le Conseil de sécurité de l'ONU ait été adopté unanimement, il semble que la planification détaillée d'une intervention est toujours en cours. C'est surtout en raison des frictions considérables entre les États-Unis et la France, ancienne puissance coloniale au Mali, sur le choix des tactiques pour une invasion.

L'impérialisme français est lourdement dépendant du Sahel pour fournir de l'uranium à son industrie nucléaire. Il demande une action militaire immédiate – avec les pays de la CEDEAO pour fournir des troupes au sol servant de chair à canon dans cette guerre, tandis que Washington et ses alliés européens fournissent un soutien logistique, aérien, et des renseignements.

Des sections de la classe dirigeante américaine opposées à ces plans, objectent que les troupes de la CEDEAO ne seront pas capables de vaincre les islamistes, et que d'autres puissances régionales, comme l'Algérie, devraient être impliquées. L'ambassadeur américain aux nations unies, Susan, Rice, a récemment rejeté le plan français s'appuyant sur la CEDEAO comme étant « de la merde »

Une intervention impérialiste au Mali comme décrite par l'ONU et discutée par les Nations unies et les puissances européennes serait une guerre réactionnaire de plus lancée sur des mensonges. L'affirmation selon laquelle les puissances de l'OTAN doivent intervenir au Mali pour empêcher l'expansion de l'influence d'Al Quaida est absurde.

Les guerres de l'OTAN sont en fait l'une des premières bases sur lesquelles l'influence d'Al Quaida se développe. Les combats au Mali se sont développés en grande partie à partir de la guerre en Libye, dans laquelle l'OTAN s'est appuyée en grande partie sur des islamistes d'extrême-droite, y compris des forces du Groupe islamique combattant en Libye lié à Al-Qaïda. Actuellement, l'opposition en Syrie soutenue par les États-Unis comprends le Front Al-Nusra, que le gouvernement américain reconnaît lui-même comme un groupe terroriste lié à Al-Qaïda.

Tout en utilisant Al-Qaïda comme un auxiliaire de leur politique impérialiste ailleurs, les puissances de l'OTAN citent la menace d'Al-Qaïda au Mali comme levier pour y organiser une intervention et approfondir le contrôle impérialiste sur toute l'Afrique de l'Ouest. Les négociations se poursuivent avec les Etats de la CEDEAO ainsi qu'avec l'Algérie sur la manière de procéder à cette intervention.

L'on s'attend largement à ce qu'une invasion au Nord-Mali étende les combats rapidement à tout le Sahel, le Nord du Mali ayant de longues frontières avec l'Algérie, le Niger et la Mauritanie. Des comparaisons sont maintenant faites ouvertement entre la guerre au Mali et la guerre de l'OTAN en Afghanistan, qui a depuis débordé au Pakistan et à d'autres pays voisins.

Ainsi, le professeur Ahmed Adhimi de l'Université d'Alger écrit, « Nous sommes confrontés à l'Afghanisation de la région du Sahel. L'intervention militaire signifie que tous les aventuriers, les terroristes, et tous ceux qui veulent lutter contre les croisés viendront au Nord du Mali. Puis l'Algérie deviendra le Pakistan de l'Afrique, et il sera facile d'entraîner les pays de la région dans la guerre, [cela] entraînerait l'Algérie dans une guerre avec laquelle elle n'a rien à voir, son but est d'assécher la richesse du pays. »

Ernst Wolf

Alex Lantier

Article original en anglais, [WSWS](#), paru le 22 décembre 2012

Copyright © 2013 Global Research